

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3^{ème} année:

N°268 DU MERCREDI
29 NOVEMBRE 2017

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Perquisition au siège de la société AREVA à Paris

Dites à Hassoumi Massaoudou que la justice française n'a pas lâché l'affaire «Uraniumgate»

Les Nigériens sont réconfortés d'apprendre que la justice française, connue pour son souci d'indépendance, n'a pas lâché cette affaire et semble bien décidée à débusquer tous ceux qui y sont impliqués. Massaoudou Hassoumi, qui est certainement en train de fêter son exploit d'avoir fait passer leur scélérate loi de finances à l'Assemblée nationale, doit avoir de frissons en apprenant cette perquisition qui vient d'avoir lieu au siège d'Areva à Paris...

Lire page 3



Inauguration marché Dolé

Issoufou accueilli par 2 « Peuples » à Zinder

**Quand le ministre
Kassoum Moctar
cherche à sauver
sa tête...**

**Issoufou et son clan
défient les Nigériens**

Et depuis des semaines, les débats s'enflammaient, divisant le Niger en deux clans. Le clan des nantis qui veulent coûte que coûte appliquer la loi contestée et ceux qui résistent et veulent faire entendre aux décideurs, leurs appréhensions. Mais, comme toujours, l'on savait, connaissant la "tête dure" du socialisme nigérien, que les inquiétudes légitimes exprimées par les Nigériens ne pouvaient pas dissuader ceux qui dirigent depuis le hold-up du 20 mars à revoir leur copie pour réviser leur texte et faire en sorte qu'il réponde aux aspirations des Nigériens...

Lire page 4-5

Lettre au “président de la République”

“Monsieur le Président”

Vous permettez à des entreprises occidentales de ne pas payer les impôts au Niger. Et pourtant, c’est avec les impôts que l’Occident, vers qui vous tendez régulièrement la main, vous accorde aides budgétaire et alimentaire.

C’est avec les impôts que l’Occident, vers qui vous tendez régulièrement la main, vous accorde aides budgétaire et alimentaire.

Comme vous l’avez voulu et demandé, la loi de finances 2018 a été adoptée par les députés de la majorité, avec toutes ses monstruosité. Ainsi, vous avez fait le choix de préférer l’amitié, la compréhension et le soutien des multinationales au lien naturel qui doit vous lier à votre peuple ; un lien que vous avez, en avril 2011, consolidé par un serment coranique que je me fais le devoir, en cet instant tragique, de vous rappeler. La répétition, dit-on, est pédagogique.

« Devant Dieu et devant le peuple nigérien souverain, Nous Issoufou Mahamadou, président de la République élu conformément aux lois, jurons solennellement sur le Livre Saint :

- de respecter et faire respecter la Constitution que le peuple s’est librement donnée ;
 - de remplir loyalement les hautes fonctions dont nous sommes investis ;
 - de ne jamais trahir ou travestir les aspirations du peuple ;
 - de respecter et défendre la forme républicaine de l’État ;
 - de préserver l’intégrité du territoire et l’unité de la nation ;
 - de respecter et défendre les droits et libertés des citoyens ;
 - de ne prendre ni cautionner aucune mesure avilissante pour la dignité humaine ;
 - de veiller à la neutralité de l’administration et au respect des textes qui consacrent sa dépolitisation ;
 - de travailler sans relâche au bonheur du peuple ;
 - de ne ménager aucun effort pour la réalisation de l’unité africaine ;
 - de nous conduire partout en fidèle et loyal serviteur du peuple.
- En cas de parjure, que nous subissions les rigueurs de la loi.
Puisse Dieu nous venir en aide. » ;

Tel est le serment que vous avez fait, la main droite sur le Saint Coran. Je suis convaincu d’une chose : vous vous savez en faute, lourdement en faute. Tout, sur votre parcours, est violation. Relisez votre serment coranique et vous comprendrez l’étendue de vos fautes, inexpiables. Peut-être que dès le départ, votre intention était très éloignée de ce serment.

“Monsieur le Président”

Avec cette loi de finances, vous avez administré la preuve ultime que votre préoccupation n’est pas d’améliorer les conditions de vie de vos compatriotes, mais

plutôt de les corser afin d’en faire un simple bétail fiscal au bénéfice exclusif de multinationales dont les responsables sont, on le comprend, autant d’intercesseurs auprès de ceux envers qui vous pensez avoir de compte à rendre. Votre loi de finances, c’est pour l’extérieur, ces pays que vos amis des multinationales se donnent tant de peine à construire, soit-il en usant de pratiques corruptives dans nos pays, comme ce fut le cas avec les cadeaux fiscaux de Gandou Zakara aux opérateurs de téléphonie cellulaire et avec le vôtre à présent. En supprimant la TATIE, vous avez mieux fait que Gandou Zakara et votre générosité est à la mesure de votre rang. Cet altruisme que vous refusez à votre peuple, vous le faites de bon cœur pour des multinationales. La grave permission que vous leur donnez de ne pas payer les impôts et les taxes auxquelles elles sont astreintes est un acte qui traduit pour qui vous travaillez. Vous avez, certes, rendu d’éminents services à vos amis des multinationales qui font davantage de profits avec les impôts des citoyens nigériens, mais ça ne vous ouvrira pas forcément les portes, closes, d’un Occident qui a pris conscience que la migration illégale est largement favorisée par des gouvernances comme la vôtre. Car, en créant les conditions d’une évaporation des ressources financières qui doivent servir à réaliser des projets durables, par conséquent à fixer les jeunes, vous compromettez gravement des avenir. Vous permettez à des entreprises occidentales de ne pas payer les impôts au Niger. Et pourtant, c’est avec les impôts que l’Occident, vers qui vous tendez régulièrement la main, vous accorde aides budgétaire et alimentaire.

“Monsieur le Président”

Ainsi, vous avez choisi de dépouiller votre peuple du peu dont il dispose pour donner encore plus à vos amis des multinationales. Vous avez choisi d’alléger les charges des multinationales et de créer des taxes et impôts par lesquels vos compatriotes vont payer le manque à gagner. Votre loi de finances, ce n’est pas pour le Niger et les Nigériens, mais bien pour ces hommes d’affaires sans scrupule à qui certains de vos collaborateurs se sont associés pour mettre le grappin sur des permis miniers. En un mot, vous avez choisi d’étrangler votre peuple afin que prospèrent vos amis et c’est bien dommage de constater que l’analphabétisme et l’ignorance aidant, il s’est trouvé des compatriotes qui vous ont acclamé à Zinder. C’est vraiment dommage, car pour moi, vous ne le méritez pas

“Monsieur le Président”

La loi de finances 2018 a été votée par 133 députés, soit la quasi-totalité de ceux qui

composent votre majorité. Ce n’est pas, de mon point de vue, une victoire mais un acte de « guerre » contre la société civile et les syndicats ; une déclaration d’intention que vous êtes prêt à faire face à tout conflit social. Ce n’est pas une victoire, car de l’adoption de la loi à son application, il y a la mer à boire. Je vous avais averti : on ne gagne jamais face au peuple. Et si, à la demande de la société civile, les citoyens nigériens refusaient carrément de payer les impôts ? Que feriez-vous si, à la demande de la société civile et des syndicats, les citoyens nigériens, à commencer par les commerçants importateurs, refusaient de payer la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité ?

Je sais que, même en situation d’insécurité alimentaire aiguë, savoir que des Nigériens sont dépouillés de grains ne vous dérange pas. C’était le cas avec les 15 000 tonnes de l’aide alimentaire pakistanaise qui ont été détournées sans que vous leviez le petit doigt. Je sais également que votre souci n’est pas tant d’être en phase avec votre peuple, mais de gouverner, quelles que soient par ailleurs les conséquences sur ce peuple.

Je sais enfin que votre souci n’est pas de rendre justice à votre peuple, mais de faire des faveurs à vos amis des multinationales afin que vivent les affaires.

“Monsieur le Président”

Je sais que l’heure des comptes viendra. Ce jour-là, ceux qui, par ignorance ou par vile manipulation, vous acclament et applaudissent à votre passage, comprendront tout le mal que vous leur avez fait. L’heure des comptes viendra et ce jour-là, il n’y aura ni manipulation pour camoufler les vrais chiffres, ni abus de force publique pour empêcher les manifestations populaires de protestation. L’heure des comptes viendra, mais en attendant, vous devez vous préparer à affronter votre peuple. Car, il n’acceptera pas, ni de vous ni de quelqu’un d’autre par ailleurs, d’être dépouillé pour nourrir et engraisser des multinationales. Vous pouvez gagner à repousser peut-être l’échéance, mais vous ne parviendrez jamais à en annihiler la survenance.

“Monsieur le Président”

Pour bon nombre de vos compatriotes, dire que vous avez trahi votre serment est un truisme. C’est du reste ce qui m’a conduit à revisiter les termes de votre serment et à vous le rappeler. Surprise ! « Batchi na da taba », comme diraient les Haousa. Je laisserai, donc le soin à chacun d’en juger.

Mallami Boucar

Perquisition au siège de la société AREVA à Paris

Dites à Hassoumi Massaoudou que la justice française n'a pas lâché l'affaire «Uraniumgate»

Selon une dépêche de l'Agence France Presse (AFP) publiée par le journal français Libération, une perquisition a eu lieu, hier mardi 28 septembre, au siège de la société française Areva, relativement à l'affaire dite «Uraniumgate». Citant une source proche de la société, la dépêche annonce qu'Areva «collabore avec la justice» et que la perquisition s'inscrit dans le cadre d'une enquête qui «porte sur une affaire de courtage d'uranium nigérien remontant à plusieurs années et qui s'était traduite par des pertes pour Areva». Et l'AFP de préciser qu'il s'agit de l'affaire baptisée «Uraniumgate» qui fait l'objet d'une enquête préliminaire. L'AFP rappelle aussi le traitement que cette affaire a connu au Niger avec l'enquête menée par l'Assemblée nationale et la plainte contre X déposée par un

groupe des ONG et associations. Bien entendu, les Nigériens connaissent parfaitement cette affaire qui implique des responsables au plus haut sommet de leur État. C'est le cas de l'actuel ministre des finances Hassoumi Massaoudou. C'est lui qui, alors qu'il occupait les fonctions de Directeur de cabinet du Président de la République, avait mené la transaction, en agissant au nom de la Société de patrimoine de mines du Niger (SOPAMIN). Selon des documents publiés par le journal *Le Courrier*, c'est lui Massaoudou Hassoumi qui a signé un chèque autorisant le transfert de quelque 200 milliards de dollars américains d'un compte de la SOPAMIN logé à la Banque de Paris vers un compte offshore à Dubaï. Sous la pression de la société civile, des partis politiques et des simples citoyens et malgré les



démentis de Massaoudou Hassoumi, l'Assemblée nationale avait mis en place une commission d'enquête qui a conclu que les 200 milliards n'ont jamais existé et qu'aucun gramme d'uranium nigérien n'a été vendu. Aujourd'hui, les Nigériens sont réconfortés d'apprendre que la justice française, connue pour son souci d'indépendance, n'a pas lâché cette affaire et sem-

ble bien décidée à débusquer tous ceux qui y sont impliqués. Massaoudou Hassoumi, qui est certainement en train de fêter son exploit d'avoir fait passer leur scélérate loi de finances à l'Assemblée nationale, doit avoir de frissons en apprenant cette perquisition qui vient d'avoir lieu au siège d'Areva à Paris.

Dan Lamso

«Uraniumgate»: perquisition au siège d'Areva

Une perquisition a eu lieu mardi au siège du groupe nucléaire Areva, à La Défense, près de Paris, dans le cadre d'une enquête sur une opération de vente présumée douteuse d'uranium baptisée «Uraniumgate», ont indiqué à l'AFP des sources concordantes.

Areva «confirme une perquisition ce (mardi) matin dans le cadre d'une enquête préliminaire», a déclaré un porte-parole du groupe, sans donner d'autres détails.

«Areva collabore étroitement avec la justice», a ajouté cette source.

Une source judiciaire a aussi confirmé une perquisition sans préciser dans quelle enquête elle était diligentée.

Selon des sources proches du dossier, l'enquête porte sur une affaire de courtage d'uranium nigérien remontant à plusieurs années et qui s'était traduite par des pertes pour Areva.

Cette affaire baptisée «Uraniumgate» fait l'objet d'une enquête préliminaire en France.

Au Niger, le Parlement avait annoncé au mois de mars son souhait d'enquêter sur cette vente, à la demande de l'opposition, et un collectif d'ONG a déposé une plainte contre X.



Logo d'Areva au siège social de la société située dans le quartier d'affaires de La Défense, près de Paris Photo PHILIPPE LOPEZ. AFP

Le journal local *Le Courrier* a évoqué une série de transactions complexes impliquant plusieurs entreprises françaises (dont Areva), russe et libanaise, et mis en cause le ministre nigérien des Finances.

AFP

GOVERNANCE :

Issoufou et son clan défient les Nigériens

La loi de finance 2018 a fait l'objet de grands débats car en bien d'aspects, elle divise les Nigériens : ceux d'en-haut refusant de comprendre les cris de ceux d'en bas. Et depuis des semaines, les débats s'enflammaient, divisant le Niger en deux clans. Le clan des nantis qui veulent coûte que coûte appliquer la loi contestée et ceux qui résistent et veulent faire entendre aux décideurs, leurs appréhensions. Mais, comme toujours, l'on savait, connaissant la ?tête dure? du socialisme nigérien, que les inquiétudes légitimes exprimées par les Nigériens ne pouvaient pas dissuader ceux qui dirigent depuis le hold-up du 20 mars à revoir leur copie pour réviser leur texte et faire en sorte qu'il réponde aux aspirations des Nigériens.

Une loi de finance du déchirement...

Est-il possible de gouverner sans écouter ceux qu'on gouverne ? Faut-il croire qu'en forçant le ramassis d'hommes coupés du peuple qui n'ont plus de boussole politique que leur ventre, donnant par l'addition arithmétique qui accorde une majorité ambiguë, peut-on véritablement croire que la Renaissance est suffisamment forte à avoir son budget et à le faire appliquer pour avoir les résultats escomptés quand elle doit agir dans la périphérie des colères et des plaies béantes qu'elle laisse dans le peuple ? Des centrales syndicales, la société civile véritable, de nombreux Nigériens, et toute l'opposition confondue, ont pourtant décrié les nouvelles mesures contenues dans cette loi qui n'a sur aucune page pensé au Pauvre Nigérien sinon qu'à enrichir des riches et à appauvrir des pauvres. Et

ça, c'est le socialisme qui l'aurait pensé pour le bien de l'homme ! Qui l'eut cru ! Cynique socialisme !

Dans ce contexte où les Nigériens, dans leur écrasante majorité, tirent le diable par la queue, il n'est que très difficile, voire impossible, de faire appliquer ces mesures antisociales, sans heurter, et sans pousser les Nigériens à la révolte. La Renaissance, en tout agit dans la brutalité, et croit que parce qu'elle dirige, sans se souvenir des conditions de sa réélection, il n'a plus que la force comme dernier recours, incapable de dialogue et de réflexions fécondes. Pour gagner des élections, même lorsqu'elle dit avoir 80% des partis politiques, elle ne peut avoir le courage d'organiser des élections transparentes sinon qu'à cambrioler des urnes et à braquer un scrutin sous le soleil d'un 20 mars silencieux, où les Nigériens, refusant le rabaissement de leur démocratie, étaient restés dans leurs maisons, attristant la démocratie qui vivait alors une terrible journée de deuil et de calamité. On peut d'ailleurs se rappeler des reportages de journalistes venus souvent d'outre-mer et qui avaient fait le triste constat de ce boycott actif qui ne laissait plus aucune fierté au régime, même auréolé de ses 92% de pacotille qui ne pouvaient pas moirer. Le texte est voté un dimanche par des députés godillots, et ces 133 hommes et femmes qui se sont aliénés à un pouvoir qui veut vivre du sang du peuple, dans la vie difficile que les Nigériens devront vivre les prochaines semaines, sont aussi comptables car ayant fait le choix non du peuple, mais d'un homme et de son système. Le tout n'est pas de voter une loi



mais de faire face ensuite à son applicabilité. Aujourd'hui donc, plus que jamais, les divisions sont profondes car maintenant seulement, les Nigériens peuvent comprendre que ce gouvernement, ne pense plus qu'à lui seul, soumis aux injonctions de l'extérieur auquel il veut plaire, et ce dans le mépris des Nigériens dont il prétend qu'il l'a élu à 92%. La nouvelle loi de finance ne tient donc ni compte des moyens des Nigériens, ni des intérêts du Niger.

Une loi de finance de la démission

Sur près de 20 produits de grandes consommation hier non taxés, le gouvernement de Brigi Rafini, a fait le choix d'emblée de les taxer ensemble, réduisant drastiquement le pouvoir d'achat du consommateur nigérien car il va sans dire, que cela rendra pour toute l'écrasante majorité des Nigériens, les produits de première nécessité et de grande consommation inaccessibles. Ce qu'une facture d'électricité surchargée va davantage compliquer. Pire, comment peut-on choisir et surtout quand on se dit socialiste, d'avoir plus de ?pitié fiscale? pour les multinationales

et donc pour le Capital au détriment du petit peuple, dont le pain, par les taxes nombreuses qui sont venues s'y greffer, deviendra inaccessible pour nombre de ses couches déjà vulnérables. On ne peut donc pas comprendre ces cadeaux fiscaux faits à ces grandes sociétés à qui déjà beaucoup de facilités avaient été faites, sans que la qualité de leurs prestations ne soit au rendez-vous. Et c'est à ces gens à qui, ce même gouvernement avait reproché beaucoup de choses notamment dans l'accomplissement de leur cahier de charge, qu'on veut encore faire d'autres gentillesses pendant que les Nigériens, eux, doivent continuer à broyer du noir. Les socialistes nigériens veulent trop plaire à l'Extérieur, jamais à leur peuple, dont ils pensent que la FORCE peut les aider à les mettre aux pas et à se passer de leurs doléances. Il est d'ailleurs moralement inacceptable et politiquement incorrect, de vouloir trop faire payer aux pauvres, quand, à ceux qui ont mal géré et qui ont causé la situation inconfortable actuelle, le régime qui avait pourtant crié par « Maï Boulala », sa volonté d'assainir, ne peut avoir la main

GOUVERNANCE :

Issoufou et son clan défient les Nigériens

forte qu'il faut pour faire rentrer l'État dans ses droits en rendant gorge à ceux qui l'on spolié. Tant que ceux qui ont volé et détourné, blanchi et trafiqué n'auront pas payé, les Nigériens ne peuvent accepter de payer pour leur faute et par les faiblesses de princes qui manquent de rigueur.

Une loi votée nuitamment...

Comme pour tricher, alors qu'on faisait entendre que la loi pourrait être votée le lundi, les députés marionnettes en mission, imposant leurs volontés, ont profité d'une journée de coupures d'électricité que beaucoup de Nigériens pensent sciemment orchestrées pour éviter que les Nigériens n'écoutent les arguties des uns et des autres relativement à l'appréciation du budget à l'hémicycle, ont fini, la nuit par voter la loi. Et les Nigériens se demandent, quelle place Cheffou Amadou a faite à ses militants, Nigériens lambda, dans cette loi qui finira forcément par les écraser ? Quelle place Seyni Oumarou a faite aux militants de son parti qui vivent la galère autant que lui avant cette nomination sur mesure qui le couvre de veulerie lorsqu'elle le laisse surfer sur leur misère, plaignant son âge qui ne saurait lui permettre de faire de l'opposition oubliant ce que tout ce que la République lui avait donné en d'autres temps. Les ingrats. Pourtant le pauvre paysan qu'il laisse dans les campagnes désolées, il voudrait le trouver toujours, même dans sa misère endémique, à crier en chœur avec lui « Nassara » chaque fois qu'il reviendra vers lui pour s'assurer de sa fidélité politique. Mais lui ne peut supporter de faim et de fin. Peut-on ainsi avoir cru que l'on aura réussi à tricher



avec un peuple ? Quand jusqu'à ce niveau, l'on ne peut avoir que ces justifications alimentaires déshonorantes, humiliantes, a-t-on vraiment raison de faire de la politique. Djado Sékou n'avait pas tort : « la faim est terrible, elle rabaisse le cynique à l'humilité, et réduit le preux et l'orgueilleux à la mendicité... ».

Cassure...

Le désaccord autour de cette loi voulue contre le peuple, ne peut que s'aggraver car autant le gouvernement aura montré son entêtement, autant les forces vives, disent être tout aussi déterminées à mener la lutte contre ces mesures par lesquelles, la Renaissance cherche à brimer le peuple. On aura alors compris que le gouvernement a choisi la voie de la confrontation, bannissant le dialogue, pour trouver le consensus nécessaire afin de pouvoir gouverner dans la stabilité indispensable pour créer les conditions propices à tout investissement. Le gouvernement, avec 133 voix pour, a, théoriquement par le jeu arithmétique, son budget mais il sait que les 29 voix contre, malgré leur représentativité mathématique, artificielle dans la réalité,

ont plus de légitimité sur cette question qui divise le pays. D'ailleurs, pour un gouvernement, qui, même en temps de stabilité et de consensus relatif autour de ses budgets, n'avait jamais su exécuter même à hauteur de 60% ses budgets, ne le pourra jamais avec une loi de finance aussi controversée car ceux dont il faut l'accord, à savoir le peuple, à travers ces différentes émanations, refusent de s'y plier quand ils ont la conviction qu'une telle loi n'est pas faite pour leur rendre la vie facile.

En plus de cette réalité, il se trouve que le contexte est très défavorable au régime quand on sait qu'avec toutes les catégories sociales, professionnelles et même politiques, il n'a que des problèmes, l'on sait que ces forces vives de la nation, dans les épreuves qu'elles vont ensemble traverser les prochaines semaines, trouveront la synergie nécessaire pour créer un large front afin de faire face à cette loi. Il va sans dire que ce budget ne pourra régler les problèmes économiques du pays quand on sait que ces problèmes sont moins un problème de liquidité qu'il faut régler par une pression

fiscale inadaptée qu'irréaliste et brutale, qu'un problème de gestion. La vérité est que le Niger est mal gouverné et les socialistes veulent rester dans les mêmes pratiques pour croire qu'en braquant les pauvres, ils peuvent trouver les moyens qui leur permettront de vivre la luxure à laquelle ils se sont habitués sans accepter que la conjoncture ne leur impose le sacrifice qui leur fera perdre quelques privilèges pour des gens qui, en plus de gouverner un peuple pauvre et de gérer le dernier pays de la planète, prétendent qu'ils seraient des socialistes proches du peuple. Le socialisme nigérien a produit de la misère. Il n'a pas sur réduit toute la misère qui couvre notre société.

En votant cette loi incriminée, la Renaissance et ses affidés ont fait le choix de défier le peuple dont elle méprise les préoccupations urgentes. Et avec ces démesures, le Niger ne peut que s'installer dans la diète, et s'enfoncer dans l'instabilité.

133 : mépris et défiance... Un vote fait sans doute dans le malaise et la peur.

Pauvre Niger. Pauvres socialistes. Pauvres alliés, larbins et pique-assiettes marginaux de notre scène politique...

WALÉ

Inauguration marché Dolé**Issoufou accueilli par 2 « Peuples » à Zinder**

C'est fou ce que le président de la République suscite comme réactions au niveau de ses concitoyens.

Ce qui s'est passé dans la capitale du Damagaram à l'occasion de l'inauguration du grand-marché de la région est assez illustratif. D'une part, les gens mobilisés avec des moyens pour applaudir le chef de l'Etat à son arrivée, histoire de lui faire croire qu'il est en territoire affectueusement conquis ; de l'autre, il y a tous ces jeunes et moins jeunes qui se sont spontanément mobilisés pour saisi l'occasion de réaffirmer leur rejet et

désapprobation de la gouvernance du Niger par le Président Issoufou Mahamadou.

Si les premiers scandaient « barka da zouwa » (bienvenue), les seconds criaient à tue tête « bamoua so » (nous n'aimons pas » suivi d'autres expressions que nous ne pouvons pas relater ici. Pourtant, l'utilité de l'infrastructure que le Président Issoufou est allé inaugurer fait l'unanimité au sein de la population qui en est d'ailleurs bénéficiaire. Le problème, ce n'est pas contre cet investissement d'une dizaine de

milliards que les zindérois sont mais bien de la manière dont leur pays est géré. Une manière cavalière, à la limite, dictatoriale.

Malheureusement, ce type d'incidents qui n'est pas à son début ne pousse pas le président de la République à s'amender, à revoir sa gouvernance et à placer les aspirations du citoyen au centre de son action. Au contraire, il semble n'en faire qu'à ses choix et humeurs, peu importe ce que le peuple en pense.

L'adoption dimanche dernier de la loi de finance 2018 en est un exemple.

Inauguration du nouveau marché de Zinder**Issoufou Mahamadou cherche-t-il à ravir la vedette à Mahamane Ousmane ?**

Le lundi 27 novembre dernier, le président de la République Issoufou Mahamadou s'était rendu personnellement à Zinder pour y inaugurer le nouveau marché de cette ville. Pour une cérémonie qui pouvait, tout au plus, être présidée par le ministre du Commerce, ce déplacement du premier magistrat est loin d'être anodin.



Plusieurs semaines avant la cérémonie du lundi dernier, tout ce que le régime du Président Issoufou Mahamadou compte comme réseaux de propagande a été mobilisé pour vanter les mérites du premier magistrat d'avoir doté la ville de Zinder d'un marché moderne.

C'est ainsi que sur les réseaux sociaux, dans les journaux et chaînes de radios et télévisions proches du pouvoir, une véritable campagne de communication avait été menée. Tout en présentant le président Issoufou Mahamadou comme un bienfaiteur, les artisans de cette campagne de

communication diabolisaient certains natifs de Zinder qui, même ayant eu à occuper des hautes fonctions au sein de l'appareil de l'Etat, ne s'étaient pas souciés de faire des grandes réalisations au profit des populations du terroir. Ceux qui analysent les choses avant lucidité ont tout de suite compris que la cible principale ici n'est autre que l'ancien président de la République Mahamane Ousmane qui jouit d'une grande popularité à Zinder. En décidant de se rendre en personne à l'inauguration du marché, le président Issoufou Mahamadou n'était-il pas en train de vouloir ravir la vedette à

Mahamane Ousmane ? Nombreux seront sans doute les analystes qui répondront par l'affirmative à cette question, surtout au regard des rapports conflictuels qui existent les deux hommes. Ainsi que l'ont rapporté la très gouvernementale télévision nationale Télé Sahel et les autres télévisions privées invitées à la cérémonie, le président Issoufou Mahamadou a reçu un accueil de grand jour



de la part des populations de Zinder. Mais est-ce pour autant qu'on peut déduire qu'il a détrôné Mahamane Ousmane dans son fief légendaire. Si le Niger a la chance d'avoir des élections propres et honnêtes en 2021, ceux qui auront la chance de vivre jusqu'à cette période pourront faire le constat.

Dan Lamso

Quand le ministre Kassoum Moctar cherche à sauver sa tête...

Pris en chasse par des syndicats de son ministère qui demandent jusqu'à son départ du gouvernement, le ministre de la Jeunesse et des sports Kassoum Moctar s'est érigé en avocat du président Issoufou Mahamadou et de son régime, à travers une interview à l'hebdomadaire «La Roue de l'histoire». Dans cette interview, qui a certainement été faite à sa demande, le ministre en difficulté a tiré sur tout ce qui lui paraît être opposé à la gouvernance du président Issoufou Mahamadou. Et comme tout bon flatteur, il a su se saisir d'une belle occasion pour réussir sa prestation. C'est ainsi qu'il s'est invité dans la polémique au sujet de la loi de finances 2018. En tant que membre du gouvernement, il sait à quel point le régime du président Issoufou Mahamadou est, d'une part, dans une recherche effrénée du fric et, d'autre part, éprouve d'énormes difficultés à calmer la contestation sociale et populaire qui a cours autour de la nouvelle loi de finances. Sans se souvenir de son passant récent d'acteur de la société civile, Kassoum Moctar s'est donc attaqué à

tous ceux qui contestent cette loi, y compris les organisations de la société civile dont il connaît pourtant beaucoup d'acteurs. Pour lui, pour être contre la nouvelle loi de finances, il faut soit être de mauvaise foi, soit refuser le choix de Dieu qui a choisi Issoufou Mahamadou comme président. Avec des arguments purement politiques et sans aucune analyse scientifique des arguments développés par ceux qui s'opposent à cette loi de finances, le ministre Kassoum Moctar s'est placé dans un rôle de moralisateur de Nigériens à qui il reproche de passer leur temps à ne parler que de politique. Un militant de la première heure du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA) n'aurait pas fait montre d'autant de zèle affiché par ce ministre à défendre la nouvelle loi de finances et les actes posés par le régime du président Issoufou Mahamadou. Mais que Moctar Kassoum se rassure. Les nigériens – et peut-être le président Issoufou Mahamadou lui-même – connaissent les vraies raisons de sa sortie. Ils savent



que c'est parce qu'il est acculé par des syndicats de son ministère qui demandent de ne pas lui confier l'organisation du prochain championnat de lutte traditionnelle et qui demandent même qu'il soit limogé du gouvernement. Ayant sans doute vu ce qui est récemment arrivé à son collègue de transports Omar Hamidou Tchiana, il a pris peur et cherche à sauver sa tête. Si tout ce qu'il a dit sur les nigériens qui contestent la nouvelle loi de finances peut le sauver, c'est tant mieux pour lui. Mais la roue de l'histoire, elle, continue à tourner.

Oumar Aboubacar Mohamed

Les points sur les I

La société civile nigérienne et les syndicats sont désormais dos au mur. Ils n'ont d'autre choix, à moins de faire la preuve que Mahamadou Issoufou a raison de ne pas avoir d'inquiétude de ce côté-là, que de livrer bataille. Moussa Tchangari, SouleyAdjji, Ali Idrissa ont donné le ton à travers des posts sur les réseaux sociaux, exprimant clairement que le vote de la loi de finances 2018 est plus qu'une provocation. C'est un défi à relever. Moussa Tchangari a notamment indiqué que « le projet de loi de finances 2018 est voté sans surprise, il nous appartient maintenant de montrer que nous pouvons passer de l'indignation à l'action ». Et de conclure : « La réponse au grand défi, c'est pour bientôt ». L'intention de faire barrage à la loi de finances 2018 est donc formulée, il reste à faire la preuve

que la loi est faite pour servir le Niger, non pour faire des faveurs à des multinationales. Car, si les députés de la majorité n'ont été sensibles ni aux appels à la raison ni aux propositions alternatives des organisations de la société civile et des centrales syndicales, c'est bien parce qu'ils ont été rassurés qu'il s'agit là d'éléphants aux pieds d'argile, de vulgaires ... qui ne méritent pas qu'on l'on se fasse trop de souci parce qu'elles s'agitent. Si le gouvernement remporte ce bras de fer alors que la loi de finances est objectivement antisociale et injuste parce qu'elle fait la part belle à des multinationales au détriment des citoyens nigériens, toutes catégories socioprofessionnelles confondues, c'est que la corruption aura eu raison des forces sociales. Et là, préparez-vous à vivre le pire en 2018.

Mallami Boucar

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication
Ibrahim A. YERO
CEL : 90.06.78.46

Directeur Commercial
Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur
les presses de la G.I.N

Quand Rimbo transports joue avec la vie des voyageurs

Les images ont fait la une sur les réseaux sociaux. Sur Facebook notamment, l'on voit des photos de l'équipage d'un bus de la société Rimbo transports voyageurs (RTV) en train de fumer et de boire du thé vert dans le bus qui roule. Incroyable mais vrai. Comment un conducteur consciencieux peut-il se permettre de fumer dans un bus avec des dizaines de passagers dont certains pourraient être asthmatique ou souffrants de toute autre maladie ne supportant pas la fumée que dégage la cigarette. D'ailleurs, il est formellement interdit de fumer en public et il n'y a pas

meilleur public que le bus de transport voyageurs. Et comme si cela ne suffisait pas, le personnel à bord du bus se permet de poser du thé sur un réchaud à gaz dans la voiture en mouvement. Cela met gravement en danger la vie des dizaines de personnes se trouvant à bord. Les responsables de la compagnie sont probablement au courant de ces pratiques dangereuses auxquelles se livrent leur chauffeurs, apprentis et convoyeurs mais ils n'en ont cure. Ils n'ont pas de souci à se faire, ils tiennent l'Etat par le cou. Rhissa Rimbo, propriétaire de Rimbo

transports n'est pas n'importe qui sous la Renaissance de Mahamadou Issoufou. Il sait qu'aucun ministre n'osera sanctionner sa compagnie. D'ailleurs, même étant moins important que lui, au sein du régime, la sanction infligée à la société STM par Omar Hamidou Ladan a provoqué le départ de celui-ci du gouvernement. En extrapolant, l'on peut dire que le ministre qui osera prendre une sanction contre Rimbo court le risque de se faire emprisonner après, bien sûr, son limogeage. C'est ce qui arrive lorsque des privés sont plus forts que l'Etat.

Source Le Canard en furie

